

Prochain tarif d'utilisation des réseaux de transport de gaz naturel de GRTgaz et Teréga

Date de la contribution : 04/10/2019

Question 1 : Quelle est votre position quant à l'introduction éventuelle d'une différenciation entre la rémunération des actifs historiques et des nouveaux actifs pour le tarif ATRT7 ?

Question 2 : Avez-vous des remarques concernant le traitement des actifs cédés envisagé par la CRE pour le tarif ATRT7 ?

Question 3 : Êtes-vous favorable aux grands principes tarifaires que la CRE envisage pour le tarif ATRT7 ?

Question 4 : Êtes-vous favorable au calendrier et aux principes d'évolution tarifaire envisagés par la CRE pour le tarif ATRT7 ?

Question 5 : Êtes-vous favorable au périmètre des charges et produits couverts par le CRCP envisagé par la CRE pour le tarif ATRT7 ?

Question 6 : Êtes-vous favorable aux mécanismes de régulation incitative des investissements proposés par la CRE pour le tarif ATRT7 ?

Question 7 : Êtes-vous favorable aux évolutions du dispositif de régulation incitative de la qualité de service envisagées par la CRE pour le tarif ATRT7 ?

Question 8 : Avez-vous des remarques concernant le cadre de régulation incitative de l'innovation et de la R&D envisagé par la CRE pour le tarif ATRT7 ?

Question 9 : Êtes-vous favorable aux orientations envisagées par la CRE concernant le niveau des charges à couvrir pour la période ATRT7 pour GRTgaz et Teréga ?

Question 10 : Avez-vous des remarques concernant les souscriptions prévisionnelles de GRTgaz et Teréga pour la période 2020-2023 ?

Question 11 : Avez-vous des remarques concernant les grands principes tarifaires et la méthode que la CRE envisage de retenir pour le tarif ATRT7 ?

Question 12 : Êtes-vous favorable aux niveaux de rabais envisagés par la CRE pour les capacités interruptibles aux PIT 5 ?

Question 13 : Êtes-vous favorable à la suppression de l'IAPC et à la réduction, voire la mise à zéro, du terme tarifaire de livraison pour les sites fortement modulés ?

Défavorable

Commentaire :

Gazel Energie n'est pas favorable à la suppression de l'IAPC. Cette offre a été mise en place afin d'orienter les décisions d'investissement des CCGT à proximité des points frontières et d'éviter un renforcement du réseau, dans un contexte où GRTgaz avait indiqué ne pas être en mesure de faire face à l'ensemble des investissements possibles. Les choix des opérateurs de CCGT ont ainsi engendré des économies de coûts de réseau, économies qui se matérialisent encore aujourd'hui. A ce titre, il ne nous paraît pas légitime de revenir sur l'offre pour les CCCG qui les a permises.

Toutefois, si la CRE envisageait concrètement de supprimer l'IAPC, Gazel Energie considère indispensable de prendre les mesures tarifaires compensatoires permettant de compenser les surcoûts qui seraient générés pour les CCG par la perte d'IAPC. C'est pourquoi, dans cette hypothèse, Gazel Energie souscrit à la mise à 0 du TCL pour les sites fortement modulés. Cette mesure ne permettant pas de couvrir l'entièreté des surcoûts, Gazel Energie demande à ce que la mise à 0 s'accompagne également d'un abaissement d'un TCS pour les sites fortement modulés, de sorte à assurer une stabilité de l'équilibre économique pour les CCGT.

Enfin, Gazel Energie demande que la CRE respecte le délai de préavis de résiliation de 4 ans, qui correspond au délai de sortie du contrat pour les acteurs, avant que la suppression de l'IAPC entre effectivement en vigueur.

En tout état de cause, celle-ci ne pourrait dans tous les cas pas intervenir avant la mise en œuvre des dispositifs d'interruptibilité, dont les gestionnaires de réseau de gaz ont indiqué qu'elle peut être envisagée au 1er avril 2021 au plus tôt.

Question 14 : Êtes-vous favorable à l'adaptation de la formule de calcul de la modulation hivernale pour les clients « à souscription » envisagée par la CRE à compter du 1er avril 2020 ?

Favorable

Commentaire :

Gazel Energie est favorable à la formule proposée, mais attire l'attention de la CRE sur la nécessité de disposer d'une référence transparente et opposable pour chacun des termes qui la compose. Ces paramètres doivent à ce titre être mis à disposition des fournisseurs par les gestionnaires de réseau.